



**HAL**  
open science

## Usages et ruses des temps.

Fabien Jobard

► **To cite this version:**

Fabien Jobard. Usages et ruses des temps.: L'unification des polices berlinoises après 1989. Revue Française de Science Politique, 2003, 53 (3), pp.351-381. halshs-00443046

**HAL Id: halshs-00443046**

**<https://shs.hal.science/halshs-00443046>**

Submitted on 27 Dec 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Usages et ruses des temps. L'unification des polices berlinoises après 1989**

Fabien Jobard

Chargé de recherches

Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CNRS/Ministère de la Justice)

Il a récemment publié *Bavures policières ? La force publique et ses usages*. Paris : La Découverte, coll. "Textes à l'appui", 2002 et dirigé, avec Pascale Laborier, le numéro 59 (3) de la revue *Politix*, "Les sciences politiques allemandes" (2002). Ses recherches portent actuellement sur les rapports de la police et de la politique, à l'épreuve de situations de crise, ainsi que sur les effets sociaux des lois pénales.

CESDIP – 43, bd Vauban – 78280 Guyancourt – France – [fabjob@gmx.de](mailto:fabjob@gmx.de)

### Résumé

Cette contribution examine l'incertitude et le bouleversement des temps sociaux, à l'aune de l'unification des deux polices de Berlin, de la chute du Mur le 9 novembre 1989 à l'Unification allemande au 3 octobre 1990. Berlin, à la fois communauté urbaine et *Land* politico-administratif, a subitement vu deux polices sur son sol. Deux polices : deux histoires distinctes, construites 40 ans durant en opposition réciproque. Le temps fut décisif dans l'unification de ces deux polices, la seule qui ait contraint les agents à travailler effectivement ensemble, dans l'intimité des mêmes postes et des mêmes patrouilles. Le passé des institutions, appelé en résistance contre l'avenir, le présent des configurations politiques locales, mais aussi l'anticipation de l'avenir par les agents individuels et la temporalité propre de la police, son imbrication dans le quotidien, dans la routine de l'ordre public toutes ces dimensions du temps ont absorbé la puissance de l'événement pour rendre l'impensable possible.

I am a police. That may sound like an unusual statement – or an unusual construction. But it's a parlance we have. Among ourselves, we would never say I am a policeman or I am a police officer. We would just say I am a police.  
Martin Amis, *Night Train*.

Les études sur les transitions démocratiques ont ces dernières années levé le voile sur une variable longtemps masquée : celle du *temps*. L'interrogation a essentiellement pris deux formes. La première a réintroduit le passé comme variable indépendante des transitions démocratiques : la notion de « dépendance au sentier », ou « *path dependence* », rassemble ces analyses, qui ouvrent ainsi les processus de démocratisation à la longue durée. La seconde voie défriche les jeux et les interactions engagés par les acteurs, et découvre ainsi l'événement, et avec lui l'insaisissabilité, l'indiscernabilité, bref : l'incertitude, devenues variables cardinales des transitions. Notre contribution examine ainsi un événement-clef (« *focal events* ») au cœur d'un changement de régime : la chute du Mur de Berlin dans le transfert institutionnel qui a caractérisé l'adoption, sur le territoire de l'ancienne République démocratique allemande, des institutions de l'Allemagne de l'ouest.

L'une des interrogations majeures quant aux processus de changement se rapporte au « dilemme de la simultanéité » : comment « reconstruire le navire en haute mer » ? Comment poser les fondements de l'économie de marché, du changement institutionnel et de la démocratie représentative, alors que rien ne suspend le cours des activités économiques, juridiques et politiques ? Plutôt qu'étudier les changements macro-sociologiques survenus dans chacun de ces trois ordres pris isolément, nous resserons l'observation autour d'une institution particulière, dans un espace politico-administratif donné : en l'espèce, les polices de Berlin, depuis la chute du Mur le 9 novembre 1989 jusqu'à l'Unification des deux Etats allemands, le 3 octobre 1990.

A Berlin, presque du jour au lendemain, la ville ne fit géographiquement qu'une, mais politiquement et administrativement toujours deux, dans l'attente d'un ordre politique unique. Deux polices, séparées quatre décennies durant, ont été appelées à se fondre en une seule, et ce en moins d'une année. Célérité et unité territoriale : il aura fallu, en un rien de temps, mêler ensemble deux institutions porteuses à la fois de deux histoires singulières (deux « *historical legacies* »), mais aussi de deux temporalités distinctes (carrières des agents, rythmes des institutions). Considérons le calendrier des événements politiques nationaux de cette année décisive 1990 : levée définitive des visas pour les voyages inter-allemands en décembre 1989, attaque collective du bâtiment de la Stasi en janvier 1990 et dissolution *de facto* de la politique politique de RDA, création en février 1990 d'une commission inter-allemande en vue d'une union monétaire, victoire écrasante de la CDU (le parti du chancelier Kohl) lors des élections législatives de RDA, le 18 mars 1990, décision prise le 24 avril 1990 par la RFA et la RDA de conclure une Union monétaire au jour du 2 juillet 1990, début des négociations « 4+2 » (les quatre puissances tutélaires et les deux Etats allemands) en mai, victoire de la CDU aux élections municipales de Berlin est le 6 juin, début des négociations inter-allemandes en vue du Traité d'unification le 7 juillet, enfin signature du Traité le 2 septembre, qui fixe la réunification effective au 3 octobre. Cette irrésistible bouleversement des cadres politiques nationaux se prolonge, après l'Unification, par le bouleversement des calendriers électoraux et l'annonce, pour le 2 décembre, et sur tout le territoire de l'Allemagne unie, de la tenue d'élections législatives et d'élections municipales, y compris, donc, à Berlin réunifiée. Appelé par les urnes, l'Unification allemande devait être célébrée par les premières élections libres organisées depuis 1932 sur un tel territoire.

Appréhendé depuis l'échelle du *Land* de Berlin (Berlin est, comme Hambourg et Brême, un des seize *Länder* d'Allemagne, disposant notamment des prérogatives de puissance publique en matière de police et de sécurité), l'Unification allemande s'est donc imposée comme un bouleversement des scansions politiques (dans un contexte de surcroît marqué par l'absence de précédent) : au fil des semaines,

l'extérieur dictait son agenda, le fédéral s'imposait au local par la nationalisation des calendriers et des impératifs politiques. Comment cette accélération du temps et cette imposition calendaire furent absorbées par les structures politiques, représentée et vécue par les acteurs ? Déployons ce qu'implique exactement cette question, qui envisage de saisir à l'échelle locale les modalités du changement des temps politiques. D'abord, si l'on accepte l'hypothèse de la pluralité des temps sociaux dans les plis de la vie quotidienne, comment furent vécus (c'est à dire autant représentés et agis) ces bouleversements dans le quotidien de la ville de Berlin ? Puis, si l'on adopte cette fois l'hypothèse d'un ordre temporel propre aux institutions publiques locales, quels espaces décisionnels ont ouvert à l'échelle du *Land* de Berlin ces accélérations du temps ? Enfin, comment une administration particulière, celle de la police, a vécu et agi face à l'irruption de l'événement et, très vite, face à l'imposition d'un horizon politique borné et impératif, celui de l'Unification allemande, fixée après quelques mois incertains au 3 octobre 1990 ?

Notre choix de recherche, on le voit, engage sur la voie d'une compréhension du temps non pas comme variable indépendante et uniforme, mais comme donnée vécue et remodelée par les acteurs, au cours même de l'action. C'est la raison qui guide le choix de ce resserrement de focale, au plus près des processus de représentation et de décision d'acteurs déterminés, sur un espace donné, à la fois géographique (Berlin comme ville) et politico-administratif (Berlin comme *Land*). Et c'est de son côté la spécificité des rythmes sectoriels qui appelle notre attention sur la police. Cette administration dispose en effet de deux rapports au temps. Comme tout autre autorité publique, elle est dépositaire d'une histoire spécifique, mais plus fortement que tout autre, sans doute, du fait de sa proximité avec l'Etat, dont on dit parfois qu'elle en est le bras armé. Mais la police a également ceci en propre qu'elle est intimement liée au social, au quotidien des collectifs, à la routine des communautés urbaines : garante de la paix et de la tranquillité publiques, elle a essentiellement pour tâche de maintenir le normal, de faire revenir l'ordre, chaque fois que quelque chose se produit qui ne devrait pas se produire. Le policier à la fois véhicule un passé institué, celui par lequel son Etat élabore sa légitimité, et construit du présent, en restaurant chaque fois que son sens intuitif des situations l'y appelle, la routine et son ordre, en somme rien moins que le quotidien. Durant cet événement singulier que fut la régulation des effets de la chute du Mur et de l'anticipation des avenir incertains puis promis, l'exercice même du métier de policier a donc vu se disputer le temps de l'histoire et le temps de l'événement.

Les dimensions ethnographiques du quotidien de la police berlinoise ont été exploitées dans la thèse de doctorat de Andreas Glaeser, soutenue à l'université de Chicago. Cette thèse est une recherche ethnographique menée en 1994-95 puis 1996 dans les rangs d'un service de police de Köpenick, à Berlin Est, et à Potsdam, chef-lieu du Brandebourg. Nous ne considérerons ces dimensions qu'en tant qu'elles nous aideront à comprendre les dynamiques temporelles qui ont permis l'accueil, dans la police de Berlin, de l'événement « Unification ». Nous exploiterons donc dans ce qui suit seulement des sources non exploitées par A. Glaeser : l'essentiel des archives policières de la Présidence de l'ouest, un dépouillement exhaustif de la presse locale (essentiellement *Berliner Zeitung*, *Tageszeitung*, *Tagesspiegel*) consacrée aux affaires policières de Berlin de 1989 à 2000, ainsi que de la presse syndicale d'ouest (*Die Deutsche Polizei*) et d'est (*Extra*), et de 18 entretiens semi-directifs, menés de 1999 à 2000, avec les acteurs politiques de la coalition au pouvoir à Berlin en 1989-90, des policiers de l'ouest chargés de l'unification, des policiers de l'ouest envoyés dans des postes de police de l'est et des anciens *Volkspolizisten* de l'est intégrés à la police commune.

Nous verrons dans un premier temps tout ce qui, en 1989, séparait les deux polices, grandies chacune de part et d'autre du Mur érigé en 1962. Nous éclairerons quelques traits essentiels de leurs histoires séparées, les traces de leurs passés distincts, mais insisterons sur les références à ces passés par les acteurs concernés en 1989-90 ; que les acteurs aient alors voulu, par la convocation des deux « hiers », empêcher ou encourager l'avenir commun qui se dessinait. Contre une appréhension figée et exogène du passé et de l'histoire dans les études en termes de « *path dependence* », nous verrons combien ces références conflictuelles au passé produisent, dans le cours de l'action présent, des passés spécifiques advenant ainsi

comme autant de productions des acteurs en butte aux contingences présentes et aux modalités de transition vers le futur.

Nous verrons ensuite comment la décision publique faisant face à l'Unification fut, à Berlin, tout à fait spécifique. Nous examinerons notamment comment les divers secteurs sociaux furent à cette époque, du fait de la conjoncture politique locale berlinoise, inégalement équipées pour faire face à l'inattendu : notre attention sera tournée vers l'inégale captation sectorielle des opportunités libérées par l'irruption de la surprise et de l'événement. L'émergence de l'inattendu, de la fluidité, en un mot de la crise a moins conduit à une synchronisation subie des temporalités sectorielles qu'à l'emploi d'un régime spécifique d'action publique, le régime « machiavellien » d'action publique.

Nous verrons enfin comment les temps propres de l'institution policière (temps de la routine, mais aussi de la perpétuelle urgente nécessité), mais aussi le temps de l'attente imposée par l'administration pour déterminer les devenir individuels des agents ont joué de leur force propre, « naturalisant » et « routinisant » ainsi au fil des mois et des années l'audace des décisions arrêtées en 1990. Le temps vécu par les agents dans leur rapport avec leur quotidien (quotidien de l'exercice de leur métier, quotidien de l'attente de l'examen de leurs dossiers individuels) se cristallisait ainsi en variable décisive, qui assurait leur obéissance et ainsi l'absorption sans heurt du choc de l'événement dans et par la police de Berlin.

## I. Discordance des temps

La *succession* des événements, apparemment irrésistible, a été construite par les acteurs de l'époque pour les besoins de leur cause (« un mouvement naturel, celui du peuple allemand, a conduit la nation à son inexorable réunification»). Et cette succession est souvent tenue pour unique *explication* de la politique allemande de l'époque. Catégorie rétrospectivement naturelle de l'action publique, elle fait du même coup oublier les *réalités vécues* par ceux pris dans le cours des événements. Or, si l'on tente d'épouser le vécu des acteurs de l'époque, on ne peut que constater que le brouillage des perspectives temporelles, brouillage qui apparaît rétrospectivement comme la réalité majeure offerte aux acteurs de l'époque. Ce compte-rendu de conférence de presse du *Innensenator* (ministre de l'Intérieur de Berlin) est seulement daté du 18 mai 1990 :

"Patrouilles mixtes de policiers ouest- et est-berlinois, enquêtes communes des PJ des deux autorités de police, cars de police *Volkswagen* [de RFA] dans les rues de Berlin Est, ou bien des *Wartburgs* [de RDA] aux toits surmontés d'indicateurs de lumière bleue dans les rues de Berlin Ouest : de tout ceci, pour l'instant, il n'en est pas question. Werner Thronicker, porte-parole du *Innensenator* Erich Pätzold, a qualifié hier les spéculations [*Vorstellungen*] relatives à une collaboration intensive imminente entre les deux polices de 'irréllement optimistes' [„*unrealistisch optimistisch*"]".

Ce bref aperçu des réalités concrètes de l'époque suffit à souligner que rien ne paraissait moins naturel que l'unification des deux polices. L'avenir commun était certes envisagé, mais dans un avenir encore lointain, celui d'une génération peut-être : ces discordances quant à l'horizon temporel des mesures à prendre définit bien, tout autant que son contenu substantiel, l'Unification en tant que programme politique. Mais il faut aussi prendre la mesure de ce qui se joue, au moment de la proximité immédiate des deux polices, dans les répertoires cognitifs des agents subitement face à face.

### *Les provinces historiques*

Pour saisir un peu mieux l'étendue des différences vécues, essayons de nous placer avant même que la chute du Mur ne bouleverse les schèmes perceptifs, pour mieux restituer les « provinces de sens » qu'étaient les deux polices, et les références au passé qui constitueront les « processus discursifs d'alignement » des uns et des autres dans la lutte qui s'engage en vue de définir l'avenir légitime. Pour cela, situons nous peu avant que l'événement ne survînt, un an avant la chute du Mur.

En novembre 1988, à Berlin, quelques événements étaient venus bousculer les habitudes policières autour de la Porte de Brandebourg, ancienne porte d'entrée de la ville, convertie par Bismarck en Arc de Triomphe et devenue depuis 1961 le symbole de la séparation de la ville. Elle marquait encore le point de départ de l'avenue *Unter den Linden* et, ainsi, l'entrée dans Berlin est, capitale de la RDA. En cette fin d'année 1988, les libéralisations encore tâtonnantes en Europe de l'est avaient amené des gens nouveaux aux alentours de la porte de Brandebourg. Profitant du délitement des contrôles administratifs, ces gens vendaient, sur des étals improvisés, casquettes et insignes militaires, effigies de Lénine, drapeaux frappés des insignes de l'Union soviétique. La cohue était devenue telle qu'elle gênait la circulation des véhicules des deux côtés du Mur et contraignait les allées et venues des passants ; bref : elle troublait l'ordre public commun des deux villes. La police de Berlin ouest fit alors appel aux policiers de la RDA pour qu'ensemble, autour du monument, un peu d'ordre fût remis. Policiers de l'ouest et *Vopos* de RDA, les premiers habillés de vert et les seconds de blanc, se prêtèrent ainsi mutuellement main forte. Au terme de cette première journée d'exercice commun de la sécurité publique depuis... 1948, le président de police de Berlin Ouest et ses fonctionnaires présents sur les lieux, invitaient les « collègues » de l'Est à une collation. Voici ce que rapportait, le lendemain, le principal quotidien de Berlin Ouest :

Cette scène a beaucoup réjoui de nombreux policiers de l'Ouest, car l'image de sèche rectitude prussienne, entretenue avec soin par les forces frontalières de la RDA, n'est manifestement pas tout ce

qu'il y a dans la vie de ces gens (...). Pour le président de la police ouest-berlinoise, Georges Schertz, ces visages changés ont constitué un événement frappant.

*Tagesspiegel, 16 novembre 1988*

Ainsi, en 1988, l'exercice inédit de pratiques policières communes entre agents de l'est et agents de l'ouest se déroulait sur le mode de la révélation, qui confrontait les agents de l'ouest à la contradiction entre des visages aimables et une socialisation politique bifide, à la fois réelle-socialiste et prussienne, convoquant ainsi comme schème d'évaluation premier des *Vopos* par leurs équivalents de l'ouest à la fois l'autre histoire présente (la RDA), et un passé commun plus ancien (la Prusse). Mais c'est aussi un autre passé qui resurgit lorsque, passée la chute du Mur, les organisations policières et syndicales hâtent le rapprochement des deux institutions. Ainsi, en avril 1990, le syndicat quasi unitaire de la police ouest-allemande, le GDP (*Gewerkschaft der Polizei*), accueille 83 000 nouveaux adhérents, en absorbant le GdVP, le tout neuf et éphémère syndicat de la *Volkspolizei*. Des voix s'élèvent contre la fraternisation enchantée avec les nouveaux « collègues ». En septembre 1990, la revue syndicale publie ce courrier d'un policier lecteur qui fait remarquer combien l'adhésion massive des *Vopos* rappelle l'ancien syndicat unique de RDA. Ce lecteur indigné exige une suspension des logiques d'action de son organisation (la recherche de l'adhésion), au profit de l'élaboration préalable de procédures à même de juger des personnes aspirant au rang d'égal ou de même : il dénonce ainsi « l'ignorance quotidienne, depuis 40 ans, des droits de l'homme, la haine encasernée de la démocratie, et d'ailleurs la méconnaissance totale de l'ensemble de ce qu'est la police dans un État de droit ». Le lecteur indigné réclame alors d'urgence... l'attente, et le recyclage préalable de tous les personnels en sessions de formation, d'échanges, de stages préalable à tout accueil au sein de son syndicat.

Au nom de cette différence de socialisations, le lecteur veut une « dispute en justice », organisée par la délibération préalable sur les compétences des *Vopos* à s'élever au monde commun de la police démocratique. Ces « dissidences victimaires » contestent le primat de l'action de fraternisation mis en avant par leur syndicat, contestent également l'emprise d'un futur de promesses sur un présent aux assises historiques trop désajustées : elles refusent le primat de l'unité, au nom d'un principe d'alignement préalable des dispositions. « Il m'est incompréhensible, en ce qui concerne la *Volkspolizei*, de parler de « collègues ». Ce terme ne me vient tout simplement pas à l'esprit ». L'histoire, le temps long, l'héritage : ces éléments sont en effet « convoqués » pour se placer en travers du chemin qui peu à peu semble se dessiner vers l'unification allemande et la réunion des deux systèmes policiers. La « *path dependence* », loin de s'imposer comme la survivance subite d'un passé exogène, apparaît bien comme une ressource stratégique, et en cela modulable, déployée par des acteurs engagés dans la dénonciation de ce qui s'annonce. Et ce, de surcroît, dans une ville que rien ne sépare plus.

#### *Les cadres géographiques de légitimations institutionnelles : la spécificité berlinoise*

De plus, ces convocations et références au passé sont exacerbées, à la fois par la condition policière et par le *Dasein* berlinois. On connaît en effet toute la difficulté du travail de légitimation de soi dans les polices des régimes démocratiques, qui repose sur la conciliation de deux exigences parfois contradictoires : permettre l'exercice des libertés publiques par les citoyens, assurer l'exercice de la contrainte par l'État. Au service de l'État, mais plongé dans le social auquel ils doivent répondre, les policiers sont donc soumis à cette tension permanente, que l'enseignement dispensé en école de police a pour fin d'atténuer. Or, à Berlin ouest, tout ce travail de légitimation de soi se trouvait depuis 1948 simplifié par la présence contiguë de son contraire, la *Volkspolizei*. Par un ensemble de cérémonies diverses, la conviction de se trouver au côté de la justice se trouvait ainsi constamment réaffirmée par la présence perpétuelle, en face, de la police dictatoriale. Ainsi, en avril 1988, la cérémonie annuelle commémorative de la séparation des deux polices réunit les policiers de Berlin Ouest, place du Pont aérien (le Pont assurant le ravitaillement de Berlin ouest par les Anglo-Américains durant le blocus imposé par Staline). Une plaque commémorative est dévoilée, qui rappelle l'enlèvement et la disparition, vraisemblablement dans un camp soviétique, du dernier chef SPD de la police de Berlin, dernier président

de la police unique. Une gerbe est également déposée au pied du monument commémorant le Pont aérien, mêlant ainsi dans cette cérémonie de légitimation de soi la douleur de la genèse de la police de Berlin ouest et la grandeur de la lutte contre le totalitarisme soviétique.

Ce désajustement manifeste des sens historiques était bien entendu plus travaillé encore dans la *Volkspolizei* que dans la police de Berlin ouest. Un des documents de la police ouest-berlinoise visant la préparation de l'unité des polices rapporte un extrait de la doctrine de formation de la *Volkspolizei* :

**But de la formation et de l'éducation**

Les participants [aux cycles de formation continue de la *Volkspolizei*] doivent pouvoir mettre en œuvre les résolutions du Parti et des lois, ordres, directives et autres instructions qui en garantissent l'application et, dans cette optique, éduquer leurs subordonnés à ce qu'ils soient motivés et endurcis, dans une perspective de classe ;

à tous les instants garantir et accroître le rôle dominant du Parti et en particulier influencer efficacement l'accroissement, au sein des services de police, de l'intensité de la vie interne du parti, de l'action unitaire et fermée et de la force de combat des organisations du Parti, et de faire en sorte que l'influence du Parti se trouve partout renforcée dans les missions quotidiennes et dans la vie des services'.

Le contour des promus de la 'formation universitaire complémentaire' doit en particulier être caractérisé par :

- l'intervention constante en vue de la réalisation de chaque mission du Parti ;
- la haine irréconciliable à l'égard des ennemis du socialisme et de la paix ;
- la capacité à prendre des décisions politiques collectives conformes aux exigences actuelles, propagé de manière vivante et convaincante le marxisme-léninisme et influencer activement la formation de la conscience des agents de la *Volkspolizei* et leur attitude conforme aux normes de l'éthique et de la morale socialistes.

*Div. TD 1, Présidence de la police, 6 novembre 1990 [les passages soulignés le sont par les rédacteurs (ouest-berlinois) du document]*

Voilà donc dessinées en quelques mots l'étendue des différences apparentes que met subitement à nu, à Berlin, la chute du Mur et la proximité inédite des deux polices. Si « chaque territoire est porteur d'une histoire, inscrite dans des groupes sociaux porteurs de représentations », Berlin se trouve alors être en Allemagne le seul espace sur lequel coexistent ces deux polices si étrangères l'une à l'autre. Entrent donc en contradiction les impératifs policiers, fondés sur la continuité spatiale, dans une même ville, de l'ordre public, et les réalités administratives, manifestées par l'existence de ces deux autorités. *Volkspolizei* et police de l'Ouest doivent en effet mener à bien, côte à côte, leur mission (concilier la paix publique et les nécessités urbaines), dans un environnement politique bouleversé par l'accélération des calendriers.

L'ordre et la loi devaient se trouver non seulement administrés, mais aussi respectés de la même manière de part et d'autre de la ville ; ici, les choses étaient particulièrement incertaines. Il faut en effet songer au fait que ces policiers avaient soudain à gérer des populations elles aussi longtemps séparées, et porteuses de socialisations politiques distinctes. L'indistinction des manières de garantir l'ordre public suppose en effet une acceptation homogène, au moins de principe, des agents de la force publique. Or, si dans les autres *Länder* les agents devaient faire appliquer des lois neuves, mais restaient les mêmes face aux mêmes populations, une partie de la population de Berlin ouest devait accepter de voir les lois mises en œuvre par des agents qui leur étaient étrangers, qui avaient participé à la garantie et à la perpétuation d'un régime déchu et, en particulier à Berlin ouest, honni.

L'histoire, le passé, le temps long : ces éléments sont bel et bien *mis en intrigue* par les acteurs mêmes de la transition, pour, au moment du tumulte historique, en freiner ou en infléchir le cours. Le passé est l'arme que l'on veut retourner contre le présent, ce présent qui s'écrit trop vite, qui semble presque déjà écrit. Spécificité de l'Unification allemande : les « autres absents », les acteurs de l'histoire (ceux du « *Vorwelt* »), sont encore bien là ; la RDA déchuée n'a pas emporté ses agents, qui restent présents (dans le « *Mitwelt* ») et portent témoignage face au futur (« *Nachwelt* ») qui s'annonce. Spécificité de Berlin : ces

mondes sont assignés à la coexistence dans une seule et même ville, que la frontière de béton ne sépare plus.

## II. Faire le choix de l'irréversible et remettre les difficultés au lendemain

Cette discordance des passés se traduit, pour les politiques et les policiers de l'ouest, par l'obligation de maîtriser un environnement marqué autant par le manque d'information que par l'insaisissabilité des événements qui se jouent, dans le temps même où ils tentent de saisir au mieux la nature des situations présentes et de prévoir l'organisation à venir des services. Se dessine à mesure que l'Unification allemande semble inéluctable un horizon improbable : réunir en une seule institution des agents et des organisations que tout semble séparer. Il faut donc à présent examiner ce qui fut fait, par qui, et surtout à l'intérieur de quels espaces de décision.

*Ce qui fut fait : une seule police en un rien de temps*

Le 22 février 1990, le président de police de Berlin forme un groupe de travail ; ce même président de police qui, sur le mode du voyage exploratoire entrepris à 500 mètres de chez lui, avait en cette journée du 15 novembre 1988 découvert les visages souriants d'étrangers qu'il appelle, dès février-mars 1990 à rassembler sous son autorité. Quel est en effet l'objet de ce groupe de travail ? G. Schertz vient de détacher une petite dizaine de fonctionnaires pour former un groupe consacré à « l'éventualité d'un travail policier commun dans les deux parties de la ville de Berlin », « avec la mission de relever tous les problèmes juridiques, structurels, personnels et matériels, ainsi que de prendre les mesures nécessaires qui se verraient immédiatement imposées à la police par une future unité urbaine administrative » (souligné dans l'original). Le groupe de travail rend ses conclusions, au long d'un document extrêmement documenté, fort de 78 pages, le 9 mars 1990. Ce document entend mettre en oeuvre deux programmes distincts : l'absorption des personnels de la *Volkspolizei* au sein d'une police unique, appliquant un droit (policier et pénal) unique, et ce quel que soit le statut exact de la ville ; l'indistinction des provenances et des appartenances des agents de cette police unique, au moyen d'une affectation croisée des agents de l'Est à l'Ouest, et de l'Ouest à l'Est.

Faut-il le préciser ? A quelques très rares, et maigres, inflexions près, c'est cet exact programme (qu'on a peine à qualifier ainsi du fait de l'anachronisme apparent, au moment de sa conception, avec l'évolution de la vie politique inter-allemande), c'est ce dessein qui sera à l'exact appliqué au premier octobre 1990. Faut-il le souligner ? Les pages de conclusion dessinent très exactement le chemin qui sera suivi par les polices d'est et ouest à partir du printemps 1990, et jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1990. Le document épluchait ainsi patiemment toutes les aspérités concrètes s'opposant à la réunion de deux services hétérogènes, mais ancrés à un même territoire : il appelait à l'intégration de l'ensemble des policiers du rang et l'intégration des policiers de rang élevé qu'après un « indispensable examen exact de leur personne et du service qui était le leur » (p. 18 et suiv.) ; demandait le refus des agents de maintien de l'ordre (type gendarmerie mobile), « encasernés, équipés et dirigés de manière militaire » (p. 21 et suiv.) ; redessina l'organisation complète des services de l'est (« les postes administratifs ouest-berlinois seront à introduire dans les services suivants de l'Est : 11 commissariats et 27 postes, avec l'envoi d'environ 800 agents ; (...) ce qui impose l'envoi permanent de policiers d'échelons moyens et hauts à Berlin Est - p. 26 et suiv.) ; voulait un programme immédiat de rééquipement des agents de l'Est, notamment de manière à assurer l'uniformité des véhicules et des vêtements de service (p. 57 et suiv.).

La police ouest-berlinoise a tracé sa trajectoire de vol. Ne manque plus que l'ordre de décollage : il sera donné par le gouvernement fédéral. Quels sont toutefois les coûts, à long terme, des choix arrêtés ? Quelle est l'exacte nature des risques induits par les décisions imposées par le calendrier ?

Les matériels

Une bonne police doit disposer, on le sait, d'un équipement et de moyens substantiels. Or, s'il est un domaine sur lequel le déséquilibre entre polices de l'Est et de l'Ouest de la ville se trouvait le plus visible, c'est bien celui du matériel et de l'équipement. On se retiendra ici de mentionner toutes les expressions d'inquiétude, parfois de stupéfaction, portées dans les protocoles de réunion du groupe de travail « unification de la police » (février-mars 1990), puis de la « Cellule de préparation du 3 octobre »

(septembre-novembre 1990), qui prennent en charge les préparatifs de l'unité. Au rang des surprises, pour ne citer qu'elles, une note fut portée le 18 septembre 1990 à la connaissance de la police de Berlin Ouest qui révélait que seuls 40% des Vopos étaient en possession d'un permis de conduire, obligeant ainsi en bien des situations les policiers de l'ouest à se faire les chauffeurs des collègues de l'est.

Mentionnons les plus importantes. Celle de l'armement tout d'abord car, au contraire de ce que l'on pourrait attendre, l'armement et les moyens de protection des *Vopos* se trouvaient alors bien en deçà des normes légales et techniques de celles de leurs collègues de l'Ouest. En ce qui concerne leur conformité à la loi, les 11 646 pistolets soviétiques Macharow 9mm, l'arme de poing des Vopos depuis 1960, étaient loin d'être conformes aux dispositions berlinoises fixant les armements des agents publics de la ville. En ce qui concerne leur fiabilité technique, tout indique en effet que les équipements sont restés inchangés depuis la fin des années soixante. Une note confidentielle du ministère de l'Intérieur de la RDA, prise en 1983, mentionnait que la durée maximale d'emploi des technologies, équipements aussi bien que des bâtiments, moyens de transport etc. devait être prolongée le plus longtemps possible, par toutes les mesures appropriées en matière d'entretien, de remise en état et d'emploi, en raison de l'économie de pénurie qui touchait jusqu'aux instruments de la puissance de l'État-Parti.

Mentionnons également, et d'un mot, les deux autres difficultés majeures, que sont les moyens de communication, de télécommunication et de transport, d'une part, et les uniformes d'autre part. Il faut rappeler l'extrême précarité des moyens élémentaires de télécommunication au sein de la *Volkspolizei* et, avec cela, le fait que toutes les communications, notamment téléphoniques, étaient interdites d'est en Ouest : faire police commune passait d'abord par la restauration des lignes de téléphone ordinaire entre les deux parties de la ville. Les véhicules (de marques *Trabant* et *Wartburg*), dont les tests de sécurité montraient leur conformité aux tests des années... cinquante, se trouvaient en contradiction totale avec les exigences modernes de lutte contre la criminalité, mais également avec les règlements internes sur la sécurité des policiers, dont l'application est d'ordinaire surveillée de près par les syndicats. Quant aux uniformes, la police de Berlin estimait à un million de Marks le montant nécessaire à l'équipement des quelques milliers de *Vopos*. Une telle somme nécessitait l'intervention du gouvernement fédéral et a été, du fait des circonstances politiques que nous avons évoquées, refusée, comme bien d'autres du même ordre.

Toutes ces difficultés, on l'a vu, apparaissent plus crûment aux yeux des agents et du public en raison de la nécessaire continuité territoriale de l'exercice de la sécurité publique. Sur toutes ces matières, cependant, il a été choisi de « faire comme si », comme si tout ceci n'était qu'un moment difficile à passer. Autrement dit, ce n'est rien moins qu'un pari politique qui a été fait par les décideurs de l'époque : en dépit de toutes ces difficultés, en dépit de la visibilité apparente et indéniable d'une « police à deux vitesses », les choses devraient, devront, au final, en dépit de risques non négligeables. Tout ceci trouve l'une de ses nombreuses expressions dans ces comptes-rendus de réunion portant justement sur les armements et les équipements.

§ 1.7.1. L'équipement en uniformes de fonction de l'ensemble des forces de sécurité publique n'est pour l'instant pas possible à l'échelle de l'ensemble de la ville. En particulier, pantalons et casquettes ne sont pas disponibles en nombre suffisant. Les moyens en vue de toute acquisition supplémentaire font pour l'instant défaut.

L'équipement de base des anciens membres de la *Volkspolizei* qui travaillent actuellement à Berlin Ouest est à pourvoir dès à présent. Les policiers de sécurité publique qui travaillent aujourd'hui dans la partie Est de la ville ne peuvent pas pour l'instant être équipés. Il faut en conséquence faire avec l'image d'une « police à deux vitesses » qui en résulte.

§ 1.7.2. L'équipement de tous les policiers 'réunifiés' de pistolets P6 [= armes de poing des policiers de Berlin Ouest, NdT] n'est, pour des raisons de financement, de technique et de formation, pas envisageable. C'est pourquoi la liste réglementaire des armes autorisées à Berlin (« *der Katalog* ») devra être ouverte aux modèles d'arme de la *Volkspolizei*, ce sans considération de leurs normes de sécurité (« *ungeachtet ihres Sicherheitsstandards* »).

*Comité de préparation du 3 octobre, rapport de séance, 3 47 12, 6 septembre 1990, p. 3.*

La question des matériels et des équipements montre, parmi d'autres, comment le nombre des termes de la décision, les risques qu'ils emportent et l'équipement juridique qui les enveloppe concourent à privilégier les décisions sous forme de pari. Ces démêlés sur les vêtements et les armes illustrent combien l'Unification allemande, qui, dix ans après, se laisse admirer comme une belle mécanique, semble à l'échelle locale relever du miracle des alchimies réussies.

### L'organisation

Il y a peu à dire au chapitre de l'organisation administrative et territoriale des services. Tout a fonctionné ici sur le mode de l'absorption : trois des cinq circonscriptions policières de l'Ouest (les « directions ») ont étendu leur ressort territorial pour absorber en leur sein celles de l'Est. Cela a contribué à créer des « directions mammouth », selon l'expression des syndicats de l'époque, et à briser net les réformes engagées dans les années 80 à Berlin, visant à assurer une réduction de l'étendue des directions et à favoriser le retour aux commissariats de quartier d'antan, configuration vue comme condition d'ancrage d'une police de proximité et d'ilotage. L'enjeu consistait, pour la police de l'Ouest, à s'assurer le contrôle le plus étroit des unités de direction de l'Est.

Comme dans la plupart des autres administrations, tous les postes de direction ont alors été occupés par des cadres en provenance de l'Ouest, ainsi qu'une partie des postes de commandement sur le terrain. Cela a donc amené ces cadres de l'Ouest à diriger des agents qui leur étaient inconnus, dans un environnement urbain qui leur était inconnu et au contact de « demandes sociales » dont ils ne pouvaient au début comprendre les ressorts historiques et locaux. Ces preneurs de fonction ont non seulement fait face à un environnement, interne et externe, étranger (face à cela, ils ont été très dépendants des ressources accumulées par leur personnel de l'Est), mais aussi en pleine mutation : que l'on songe aux bouleversements dans le tissu économique, notamment industriel, de Berlin Est, à la croissance du chômage, auparavant inconnu sous cette forme, et à la disparition subite des organisations de socialisation collective, celles des jeunes notamment, on imagine volontiers quelles difficultés les « missionnaires » (pour reprendre le jargon interne) ont alors affrontées.

### Les agents

La police de Berlin compte aujourd'hui environ 28 000 agents, soit un nombre à peu près équivalent à celui d'il y a dix ans. Au jour de la fusion des deux institutions de la ville, sur les 9400 *Vopos* que comptaient les unités de Berlin Est, 6843 agents se portent candidats à la poursuite de leur service sous les couleurs de la police berlinoise réunifiée. 6843 contrats de travail sont signés, et les 6843 agents immédiatement intégrés dans la police de la ville. Au 1er octobre 1990, donc, deux tiers des ex-*Vopos* sont intégrés ; plus de 80% si l'on compte également les personnels administratifs.

Ils le sont toutefois sous un régime spécifique, celui d'employé (« *Angestellte* »), et non pas de fonctionnaire (« *Beamte* ») : ils sont donc employés dans la police berlinoise, en attente de leur titularisation au titre de fonctionnaire (« *Verbeamtung* »). En outre, tous les ex-*Vopos* se trouvent rétrogradés de deux rangs hiérarchiques, ce qui implique bien entendu qu'en même temps qu'ils changent de grade, ils changent de fonction. Comme on le sait, en effet, les fonctions occupées ne sont dans la police pas seulement des titres, ils sont aussi des métiers singuliers : les agents ainsi rétrogradés ont ainsi à apprendre les nouvelles attributions, règles, savoir-faire et pratiques, le tout dans un environnement (législatif, réglementaire et organisationnel) totalement neuf. Ces mesures ne touchent toutefois que les agents d'encadrement et d'exécution. Les agents de direction sont eux placés, pour reprendre le terme alors consacré, en « file d'attente » (« *Warteschleife* »), la poursuite de leurs activités étant suspendue à l'examen préalable de leurs dossiers individuels. Cela signifie donc que l'ensemble des autres agents est admis au sein de la police sans examen préalable de leurs compétences policières, ni examen préalable de leurs allégeances politiques. Quant aux agents de l'ouest envoyés à l'est, ils sont le plus souvent appelés à exercer leur métier à un ou eux échelons supérieurs, pour prendre en charge la direction et l'encadrement des postes de police ; ce qui entraîna une ascension hiérarchique précoce pour tout un ensemble de ses agents, correspondant aux besoins engendrés par la rétrogradation de leurs collègues de l'est.

## Le travail quotidien

Comment assurer l'homogénéité territoriale des modes de maintien de l'ordre public et de lutte contre la délinquance et ce au jour même de l'unification ? La solution, retenue très tôt au sein de la police de Berlin (il y en a trace écrite - interne - dès la fin février 1990), est celle de la « *Durchmischung* », sorte de « mélange de part en part ». En clair, cela signifie que, dès le premier octobre 1990, 600 policiers de l'Est sont partis effectuer leurs missions à l'Ouest, et 2340 policiers de l'Ouest ont pris leur service à l'Est ; les deux au sein de patrouilles mixtes, de patrouilles communes. Le pari qui a été fait est celui cette fois de l'inculcation immédiate d'une rationalité administrative par un apprentissage sur le tas et dans le feu de l'action du savoir (notamment juridique), des techniques, et du savoir-faire. Le pari n'avait rien d'évident : indiquons simplement que si 3250 heures de formation étaient dispensées aux agents d'encadrement de la police de Berlin ouest, leurs homologues de l'est n'avaient bénéficié que de la moitié d'heures de formation exploitable, tout autant ayant été consacré à l'enseignement du marxisme-léninisme et à l'enseignement militaire en cas d'agression du camp impérialiste. Malgré ces écarts considérables de socialisation professionnelle, le choix arrêté fut celui d'une mixité impérative : la police de Berlin est ainsi la seule administration post-unification qui ait imposé, du jour au lendemain, une telle vie commune à ses agents.

Il faut rapporter cette singularité de la politique berlinoise à quelques éléments déjà développés, pour montrer l'ampleur du pari qui a été fait. L'absence de statut identique entre collègues de l'Ouest et de l'Est ; la rétrogradation subie ; la plongée dans un milieu (policier et extérieur) inconnu ; le mépris, selon des formes et des intensités variables, subi de la part d'agents de l'Ouest pas nécessairement préparés à travailler ainsi en commun avec leurs antagonistes historiques ; le différentiel de salaire, imposé par le Traité d'unification, contre un travail égal et effectué en commun ; l'incertitude liée au sort réservé, selon un calendrier inconnu et des procédures floues, à l'issue des examens des commissions ; l'identification immédiate, par les pairs et par le public, du fait de l'uniforme encore ancien ; les bouleversements de la vie locale et des demandes de sécurité... tous ces facteurs concourent à faire de ce pari, en 1990, un jeu dangereux. Au premier octobre 1990, néanmoins, soit deux jours avant l'Unification (afin qu'elle pussent garantir le bon déroulement des manifestations prévues au jour du 3 octobre), les deux polices berlinoises furent effectivement unies en une seule, présentant la première et presque la seule administration « mêlée de part en part ».

L'unification des polices de Berlin a u final consisté en un bricolage hâtif dans un espace temporel marqué à la fois par l'urgence de l'instant présent et par l'absence d'antécédent historique. En pareille circonstance, il faut se ranger à ce qu'écrit Pierson quant à l'articulation des choix présents et des risques posés pour l'avenir : « si l'horizon temporel tend à être plus exigu, alors on peut s'attendre à ce que les coûts et bénéfice de long terme auront un effet limité sur la trajectoire (« *path* ») choisie ». Mais compte tenu de ce que nous savons des tensions et des antagonismes entre les deux polices, compte tenu également du caractère particulièrement vif, à Berlin, de tout ce qui concerne la RDA et les crimes de ce régime, on peut s'étonner de la célérité apparemment sans encombre de la mise en œuvre de ces décisions et surtout de l'apparent monopole de la décision par l'administration policière. Faut-il croire que tous, dissidents victimaires compris, se seraient rangés à l'intérêt supérieur de l'urgence politique imposée par l'échelon fédéral ? Il faut plutôt rapporter les conditions de félicité de ce décret, sur le moment, à une variable essentielle : la nature singulière de la conjoncture politique berlinoise.

## *Ordre public et ordre politique à Berlin en 1989-90*

Aussi surprenant que cela puisse paraître, rien n'intéresse moins le champ politique berlinois en 1989-90 que la réunification de leurs polices. En matière de police et, plus généralement, d'ordre public, le lieu pertinent est, en un mot, la maîtrise de la rue. La capacité de la coalition berlinoise à assurer la maîtrise de l'opposition extra-parlementaire semble constituer, du point de vue du *Innensentator* de l'époque, l'épreuve cardinale : « Ma prise de fonction auprès des policiers se concrétisa d'emblée par le fait que je fis part [à toutes les directions] d'une lettre à peu près formulée ainsi : 'Une bonne police, une police

démocratique et citoyenne se distingue par un échange particulièrement amical avec les citoyens (...). L'épreuve cardinale [*die eigentliche Bewährungsprobe*], c'est le comportement de la police lors des gros maintiens de l'ordre (...). Dans le passé, ces deux ou trois dernières années, il y a eu toute une série de terribles bavures policières [manifestations autonomes du Premier mai de Berlin ouest]. Auparavant, la police de Berlin était une police sans reproche. Je veux qu'elle en revienne à ces dispositions' » (entretien, décembre 1999).

Il faut pour le comprendre restituer les dynamiques politiques locales de ces années-là, qui dessinent une arène politique de nature tout à fait particulière, marquée par une forte perméabilité entre les acteurs sur la scène et les spectateurs, d'ordinaire disposés sur les gradins. Car la spécificité de la coalition au pouvoir dépasse le simple ancrage sur un axe gauche/droite. Elle réside dans le rapport tout à fait singulier entre les représentants institués et le champ politique extra-parlementaire qui forme en effet cette coalition « rouge-verte » portée par les élections de janvier 1989 au Sénat, l'exécutif berlinois ? Les alliés du SPD, en l'occurrence trois sénatrices, sont issus d'un mouvement politique détaché de toutes structures fédérales, la Liste alternative (AL), qui consiste en une addition d'assemblées participatives locales, essentiellement centrées sur les circonscriptions les plus pauvres de Berlin, celles qui rassemblent étudiants, immigrés et réfractaires au service national. Les trois sénatrices sont dotées d'un mandat impératif et sont tenues de rendre compte non pas devant les électeurs suivant les scansionnements fixés par le calendrier électoral, mais devant les assemblées générales des circonscriptions dont elles sont issues, et requises par elles. Pour rendre plus manifeste encore le refus de toute délégation politique, elles ne disposent d'aucun autre mandat au sein de AL, que celui toujours à l'examen dans les assemblées générales locales.

C'est cette fluidité politique permanente entre gradins participatifs et arène parlementaire qui définit la conjoncture politique propre de Berlin. En cette année 1989, par une dépendance forte de l'exécutif local au substrat non conventionnel qui fait en réalité toute la force de AL, le partenaire minoritaire de la coalition, dont les capacités d'interpellation des représentants institués sont constantes : en cette année 1989, l'agenda politique berlinois se trouve constamment ramené aux enjeux imposés par le coalitionnaire minoritaire.

Or, ces jeux ré-actualisent en permanence un chapitre particulier de l'histoire politique de Berlin ouest. Dès les premières semaines postérieures à l'élection de janvier 1989, 300 logements vacants se sont vus occupés de manière illégale dans les quartiers traditionnellement contestataires de Berlin ouest. Or, ce fut précisément sur cette question que le SPD avait perdu le scrutin de 1985, lorsque le procureur de la ville, M. Müllenbock, quelques jours avant les élections locales, engagea des poursuites à l'encontre du *Innensenator* de l'époque et de son Président de police. A l'encontre de la doctrine politique du SPD (*die « Berliner Linie »*), selon laquelle une durée certaine d'occupation garantissait un droit *de facto* à la résidence, le procureur engagea une action publique visant la condamnation des responsables exécutifs pour défaut de protection du droit inaliénable à la propriété (« *Amtspflichtverletzung* »). La question des squatts avait ainsi monopolisé l'enjeu électoral, qui vit la défaite du SPD, la victoire de la CDU et, incidemment, la nomination du procureur Müllenbock au poste de secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

C'est précisément cette histoire qui semblait convoquée sitôt l'élection de janvier 1989, lorsqu'à la première réunion du Sénat la nouvelle d'occupations illégales de seize immeubles de Berlin ouest se répandit, mettant ainsi les sénatrices AL en demeure de répondre, au Sénat, des formes alternatives de vie sociale et de participation politique. Puis, après la chute du Mur, la libération d'un immense parc immobilier vacant à Berlin est attirée des centaines d'autonomes et alternatifs berlinois vers ces terres prometteuses. L'un des directeurs de l'administration du *Innensenator* se savait pris dans une tension entre les équilibres de la coalition et la menace permanente de sanction judiciaire par les procureurs berlinois : « Berlin ouest se trouvait à nouveau sans aucun bâtiment occupé. Nous les avons tous expulsés. Mais à Berlin est, nous savions que 50, 60, 70 bâtiments se trouvaient occupés... Et j'ai dit à Diestel [ministre de l'Intérieur de la RDA] : 'Faites expulser ces bâtiments. Il y en a de plus en plus !'. Et j'avais déjà quelques procureurs, ils n'attendaient que ça, qui nous disaient : 'Alors, n'est-ce pas, il y a élection, bientôt' (...).

Même le Président de police, dès octobre 1990, nous disait, ‘écoutez, dans six semaines, ce sont les élections, et je vous garantis déjà ce qui va se passer. Deux jours avant, il va y avoir encore je ne sais quel procureur qui nous rejouera le même coup’ » [entretien, juin 1999].

Cette focalisation de l’attention publique, dans un contexte de perméabilité maximale de l’exécutif berlinois du fait des clientèles électorales propres de son coalitionnaire faible, se cristallisait très vite sur la question de la rue. Et tout naturellement, une intervention policière massive dans un segment de rue entièrement occupé, à Berlin est, provoqua le retrait de leur mandat aux sénatrices par les assemblées générales et la chute de la coalition, privant ainsi le SPD déjà concurrencé à l’est par la force électorale de la CDU et l’entrée en lice du PDS héritier du parti unique de RDA, de tout soutien sur sa gauche. Le SPD, qui gagnait l’épreuve du maintien de l’ordre public, fut emporté par la conjoncture coalitionnaire propre de Berlin et céda le pouvoir à la CDU pour les onze années suivantes.

L’importance des enjeux, saisis non pas rétrospectivement, mais dans le cours de l’action publique locale, ne doit pas tromper : en matière de questions de police et de sécurité intérieure, ce n’est pas l’unification des polices berlinoises qui occupe l’agenda. Et l’histoire qui se joue dans l’arène politique n’est pas l’époque 1948-89, mais la période ouverte par les années quatre-vingts, lorsque l’indéracinable SPD, parti dominant de Berlin ouest, commença à voir son monopole en péril et s’ouvrit à son aile gauche, réfractaire à la démocratie représentative. La police comme enjeu public, ce sont donc d’abord les conditions du maintien de l’ordre public ; ce ne sont pas les modalités, morales et matérielles, de son unification. Sur scène publique se racontaient et s’illustraient les drames de l’ordre public. A l’ombre des gradins, cependant, dans cette partie de l’arène qui leur était invisible, se jouait en secret l’unification des deux polices. Ce qui était indicible ou « inimaginable » sur la scène publique constituait déjà le quotidien de la police berlinoise.

#### *Régime machiavélien de l’action publique : le secret des transactions décisives*

La feuille de route de l’Unification, arrêtée par les deux Etats allemands, s’est retraduite à Berlin en « adéquation [aux] problématiques [et] aux configurations politico-institutionnelles » locales. Ce sont ces configurations et ce champ local de définition des enjeux et problèmes qui a placé la police de Berlin ouest en situation de décision. Il ne s’agit pourtant pas là d’une délégation du politique en faveur de la bureaucratie, conformément au modèle de Crozier pour qui toute situation de crise déposséderait le politique en faveur des organisations bureaucratiques. Car la politique, en l’occurrence le *Innensensor*, suivait au plus précis les transactions et bricolages menés aux échelons administratifs. Ce qui se joue ici n’est pas une conjoncture de dépossession des arènes légitimes de la décision, mais une économie de la scène publique et des coulisses officieuses, une économie du retrait et du secret ; l’action publique obéissait à un régime « machiavélien » : ce qui était mené et planifié l’était hors de la portée du public, pour des raisons que nous allons voir.

En réalité, le *Innensensor* suivait très précisément ce qui se déroulait durant ces semaines décisives. Mais l’arène politique était à la fois marquée par des enjeux publics plus décisifs (l’ordre public), ainsi que par une forte incertitude quant à l’impact sur le public d’une décision trop rapidement conclue d’unification des polices : impact sur les dissidents victimaires à l’intérieur des organisations, impact également au sein du SPD berlinois, marqué par une très profonde tradition anti-soviétique. L’arène politique s’organise alors en un régime « machiavélien » de la justification publique : à l’égard des gradins (l’électorat), silence sur l’unification des polices, mais tapage incessant sur la maîtrise des désordres de rue et mise en scène d’un conflit « personnel » entre le *Innensensor* et le ministre de l’Intérieur de la RDA, Peter-Michael Diestel.

Le chef de la fraction parlementaire Vert de l’époque, W. Wieland, souligne bien cette économie du silence et de la parole publiques : « En 1990, on était en pleine coalition rouge-verte et Erich Pätzold, en tant que responsable, a concédé une large marge de manœuvre à la police (...). C’était une évolution si rapide, et on a eu de la chute du Mur à la Réunification à peine un an. (...) Il y a avait mille et un détails à régler, de sorte qu’on était simplement heureux, quand les choses se réglaient toutes seules (...). Disons

les choses comme ça : durant ces journées tumultueuses, toutes ces questions ont été pour ainsi dire réglées en silence. Et en plus on avait, vous savez, le problème des occupations de logements, qui ont conduit à l'éclatement de la coalition après l'intervention de la rue de Mainz, on avait l'énorme afflux des demandeurs d'asile de l'est, la gare de Lichtenberg [Berlin est], transformée en camp pour réfugiés en provenance de l'est... ».

Cette organisation silencieuse de l'unification policière reposait sur la mise en place de réseaux de vigilance, à l'écart de la connaissance publique. Ce sont en réalité les jeunes cadres intermédiaires de la *Volkspolizei* de Berlin est qui ont fait, avec la police de Berlin ouest, l'unification des deux polices, et ce dès décembre 1989. Derrière le lourd voile d'incertitude et de méconnaissance, accrue par l'illoyauté flagrante des plus hauts cadres de la *Volkspolizei* (qui s'employaient le plus possible au brouillage de l'information), la police de l'ouest entretenait un flux continu d'information en provenance des seconds rangs de l'est.

Toutes les deux semaines, la situation changeait. En décembre 1989, il n'était encore pas question de ne serait-ce que rapprocher les deux entités administratives. Puis, subitement, nos renseignements nous affirmaient que la RDA allait complètement s'effondrer, sous quinzaine, dans une vacance totale du pouvoir. On a rassemblé tous les documents dont on pouvait disposer sur la RDA et sa police, et puis on a à nouveau tout rangé dans les placards. A partir de février, on a commencé à avoir des réunions régulières avec la hiérarchie de la *Volkspolizei*. Mais on n'avait très peu d'information, surtout en matière de police. Les gars en face ne cessaient de jouer la montre pour éviter d'engager sur des voies menant à l'unification. Et ils restaient profondément sous l'influence de leurs représentations de nous-mêmes, leurs ennemis [*Feindbilder*] (...). Sur toutes les questions techniques, rien ne marchait. Alors, on s'est reposé, de manière complètement informelle, sur tous les types de la hiérarchie intermédiaire, les jeunes qui voulaient sauver leur peau, et qu'on rencontrait sans discontinuer. A eux, on pouvait poser les bonnes questions, et ils nous apportaient les bonnes réponses. Assez vite, en fait, on a à peu près su ce qui se passait de l'autre côté [directeur administratif du ministère ouest-berlinois de l'Intérieur, juin 1999].

La conjoncture d'incertitude a ainsi libéré des transactions inédites, où les cadres secondaires de la *Volkspolizei*, ceux qui avaient tout à espérer d'un renversement de loyauté, se voyaient consacrés « tireurs d'alarme » légitimes et empruntaient des canaux d'accès immédiats à la décision politique, organisés dans le secret du dispositif politico-administratif de l'ouest. L'incroyable connaissance de la *Volkspolizei*, inconnue quelques mois auparavant, fut ainsi facilitée en son sein même par les jeunes cadres de second rang, qui court-circuitaient les cercles d'échange formels laborieusement mis en place entre les présidences est et ouest des polices berlinoises à partir de février 1990, lesquels s'étaient d'ailleurs vite vues cantonnées en scènes de démonstration publique de convocation des passés. Convocation du passé de la part des dirigeants de la *Volkspolizei* : Dirk Bachmann, président de la police de Berlin est, adresse cette lettre, sommet d'anachronisme politique, à son homologue de l'ouest, le 16 août 1990 (!), dans laquelle il déclare ainsi qu'il « entend souvent [de la part des *Vopos*] les termes 'annexion' et 'occupation' et [qu'il] lui est de plus en plus difficile de les convaincre du contraire » et où il regrette que « l'agenda politique soit fixé dans le dos des policiers de Berlin est et de ce fait également dans le dos des citoyens ». Allégeance également à la tradition anti-communiste du SPD, de la part de Erich Pätzold (ce « *echter Kommunistenfresser* », ce véritable « bouffeur de cocos », selon le directeur administratif interrogé plus haut), qui multiplie les situations de joute publique à l'encontre du ministre de l'Intérieur Diestel, dont il ne cesse de réclamer la démission.

Une telle dynamique à l'écart de la scène publique exacerbe bien entendu les rancœurs des dirigeants de la *Volkspolizei* et du parlement est-allemand, qui multiplient les prophéties de malheur et tentent de les prolonger par des verrouillages (« *lock-in* ») soit légaux (le parlement est-allemand adopte une loi de police et une procédure pénale le... 13 septembre 1990), soit illégaux (l'opération *Reisswolf*, au cours de laquelle les responsables politiques et quelques cadres policiers maquillent les dossiers individuels et travestissent des responsables Stasi en simples policiers). Le champ ainsi dégagé maintient

du même coup les agents de la base dans une incertitude totale à l'égard de ce qui se joue en haut. Leur anticipation de ce qui risque de se jouer ne peut se régler sur les transactions « publiques », celle des « scènes officielles », par définition trop instables (« tout changeait de semaine en semaine »), trop interpersonnelles (les joutes Pätzold/Diestel) ou trop risquées (les *Vopos*, qui risquaient de « défaire les dispositifs » par une mobilisation collective hostile, appuyée sur des angoisses nourries par l'incertitude de l'avenir et redoublées d'un côté par les prophéties du malheur, et de l'autre par les dissidences victimaires) : ainsi est conduit, avec succès, l'alignement le plus rapide possible entre une définition commune des problèmes (cf. groupe de travail février-mars) et une coopération pragmatique entre des agents administratifs d'est et ouest. On le voit bien : ce régime d'action soustrait à la vue du public, correspondait moins à un régime machiavélique d'action (le gouvernement par le secret) qu'à un régime machiavélien, qui épousait les configurations propres des enjeux publics liés à la sécurité et à la police en cette conjoncture 1989-90. Le retrait de la décision met en l'occurrence beaucoup moins une intention machiavélique en jeu, qu'une simple exploitation des ressources offertes par une conjoncture spécifique imposant sa définition des enjeux politiques légitimes.

La célérité et le retrait de la mise en œuvre ainsi que la rencontre soudaine des intérêts des acteurs « officieux » d'est et ouest ont ainsi considérablement favorisé non seulement la réduction de l'incertitude et des risques mais aussi la constitution d'une clientèle loyale dans les rangs de la police de l'est. Sur le plan matériel, les choses étaient mieux maîtrisées. Sur le plan des personnels, restait le problème de la stabilité de la loyauté des agents du rang, le gros des troupes. A quelles conditions la greffe va-t-elle prendre ? Quelles seront les conditions de félicité de ce commandement commun sur deux populations apparemment si hétérogènes ?

### III. Les ruses du temps

Le temps compte. La décision publique planifie au plus exact le jour J, et remet au lendemain la gestion de tous les risques induits. La soudaineté de l'action publique ne consiste ainsi pas seulement à faire le pari d'enfermer l'avenir, mais aussi de faire se réconcilier les passés, ou de les faire taire. Et ceci dans une économie des pratiques qui mêlait sur un même espace les policiers les uns aux autres : la soudaineté du processus se conjugait à la proximité, à l'intimité des destinées.

Nous avons vu comment la surprise de l'événement inaugural (la chute du Mur et ses conséquences immédiates) se voyait prolongée, dans le régime de la décision publique, par la partition entre la scène publique et les scènes officieuses. Mais à partir de la fin août, les choses commençaient à être dévoilées, les agents savaient ce qui les attendaient, les Berlinoises savaient quelle police était mise à leur disposition. Comment prolonger alors, lorsque le rideau s'ouvre sur les coulisses, les effets de sidération ? Une fois l'action publique et visible, une fois la police en effet unifiée, comment garantir que les fantômes du passé ne soient pas à nouveau convoqués, contre l'ordre présent des choses, comment s'assurer que tienne l'édifice fragile de cette police composite ? Le temps, cette fois, va jouer de son effet propre – à la fois comme variable exogène, non maîtrisable (le temps qui passe, le temps de l'attente), mais aussi comme variable sectorielle de la condition policière (garantir la paix et la tranquillité quotidiennes).

#### *Les temps de l'attente : le supplément machiavélique*

Au premier octobre 1990, rappelons-le, 6843 Vopos se sont portés candidats à la poursuite de leur métier sous la bannière de la police de Berlin. Qui sont-ils ? Par anticipation du sort défavorable qu'ils auraient à endurer au sein de la police unifiée, autant que par les facilités de sortie et de reconversion que leur offraient l'accumulation de capitaux et la constitution de réseaux en RDA, la plupart de ces agents de direction ne se sont pas portés candidats au recrutement. Les rapports internes de l'époque en recensent 21, il n'y en a aujourd'hui plus un seul. Par ailleurs, les agents non volontaires au recrutement sont ceux qui, âgés de plus de 50 ans, ont préféré bénéficier des mesures dites de « pré-pré-retraite », ou bien ceux qui, pour des raisons diverses, ont préféré ne pas se porter volontaires au recrutement et changer d'orientation professionnelle. Si l'on comptait environ 9400 Vopos en janvier 1990 à Berlin est, ce sont donc en octobre 1990 seulement 5519 ex-Vopos qui forment le volume des « aspirants ».

L'anticipation de procédures humiliantes ou l'empressement de se garantir contre un quotidien trop oppressant ont donc tout naturellement poussé les plus âgés, donc les plus « loyaux » à l'égard du système ancien, à tout simplement ne pas pousser la porte d'entrée. Les « prophètes de malheur » ont dégagé le terrain, laissant ainsi les plus jeunes (qui sont souvent, aussi, les moins haut placés), seuls avec (ou face aux) nouveaux collègues de l'ouest. Cette désaffection collective brise la circulation verticale de ces prophéties et empêche leur cristallisation en chances de mobilisation. Ceux qui restent, donc, sont arrimés au présent (travailler, se former, apprendre), et à l'attente de ce qu'il adviendra d'eux.

Car ils attendent, en effet, et longtemps : « la police, pour la *Gauck*, ce n'était pas non plus la première priorité » (interview membre du cabinet de Erich Patzold, juin 1999). Qu'en est-il en effet du *timing* propre à la *Verbeamtung*, c'est à dire à la titularisation définitive au rang de fonctionnaire de la police de Berlin. D'abord, la commission d'examen des dossiers individuels décide, le plus souvent, de l'aptitude professionnelle à l'exercice des compétences policières. Tous les « aspirants » répondent donc à un questionnaire long de 72 questions (18 pages), qui les interroge sur leurs activités professionnelles et politiques passées. La commission arrête sa décision en confrontant les éléments qu'elle rassemble, tirés des seuls documents policiers, les réponses aux questionnaires et les entretiens menés avec les « aspirants ». La décision de titularisation est prise, selon les règles ordinaires de la fonction publique, par le Président de police. Mais cette décision reste en quelque sorte éternellement provisoire, car une deuxième commission, fédérale, elle, a pour mission d'examiner tous les dossiers relatifs aux collaborateurs de la *Stasi*, et d'informer de ses conclusions, le cas échéant, les autorités judiciaires et administratives. Cette fameuse seconde commission, dite « autorité Gauck », du nom de son président, peut à tout moment intervenir et amener, à tout moment, selon la scansion propre de ses examens, la

révision de l'appréciation portée sur les policiers. Ceux-ci sont donc admis au rang de fonctionnaires « au vu des éléments présents... » : leur titularisation n'est jamais définitivement acquise.

Comment juger, comment définir la qualité de policier ? Deux critères étaient généralement admis à l'égard des ex-fonctionnaires de RDA, et ils ont été repris en ce qui concerne les policiers : Premier critère : celui de l'activité : disqualification de tous les individus ayant travaillé de leur plein gré pour la *Stasi* et disqualification de tous ceux s'étant rendus coupables d'atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Second critère : celui de la loyauté ou, plus exactement, de la mise à l'épreuve de soi par le for intérieur : étaient en réalité exclus ceux dont il apparaissait après confrontation des pièces et des témoignages (parfois des témoignages d'autres anciens collègues) qu'ils avaient menti, dans leurs questionnaires ou lors des entretiens.

Cette procédure arrime ainsi, dans le silence des consciences individuelles, à la fois le vœu formulé quant à l'avenir (briguer le titre de policier) et le retour sur le passé, dans un double mouvement « d'auto-thématisation » (l'acte commis est nécessairement un acte individuel, détaché de son contexte historique) et de « contrition ». Cette procédure, qui instituait l'aveu repentant comme modalité de la qualification, avait pour caractéristique principale sa durée : un an, deux ans, quelques fois plus longtemps encore. En 1992, seuls 2130 anciens *Vopos* avaient été titularisés. Début 1996, plus aucun personnel de direction n'exerçait dans la police réunifiée. A cette date, les hauts et moyens gradés (personnels d'encadrement) avaient été examinés par la *Gauck* (22% s'étaient vus objets d'enquête de la part de la *Gauck*), mais environ 400 agents du rang (sur un total de 5662 aspirants) attendaient encore (11% s'étaient vus objets d'enquête de la part de la *Gauck*). La qualification des aspirants se déploie donc en une modalité procédurale qui, par le rythme de l'examen des dossiers individuels, brise toute formation d'un présent collectif propre aux anciens *Vopos* (une *Schicksalgemeinschaft*, communauté de destin, comme telle revendiquée dans un espace public), et individualise les avenir probables, suspendus aux décisions rendues au compte-gouttes de la commission et de la *Gauck Behörde*. Chacun est ainsi assigné dans le silence de cette modalité confessionnelle à son seul passé, rendant ainsi d'autant plus coûteux tout basculement dans un régime de justification publique.

Le silence qui caractérisait le « régime machiavélien » de l'unification des polices se prolongeait par une collection de silences individuels, obligés par la contingence matérielle propre aux conditions d'examen des dossiers individuels : l'attente s'imposait ainsi comme le supplément machiavélique du secret machiavélien...

### *Un repentir imparfait ? Les sorties de la contrition*

De manière d'ailleurs tout à fait significative, ce n'est qu'à partir de 1991-1992 que les premiers « courriers des lecteurs » adressés par des (ex-) *Vopos* sont publiés dans « *Deutsche Polizei* ». D'abord un long courrier anonyme, d'une *Vopo* encore en poste à Berlin est, qui raconte le désespoir de ses collègues tétanisés par l'attente et quittant un à un la police, un autre, en mars 1992, également anonyme, qui se plaint de l'infantilisation des anciens *Vopos* et, lorsqu'il se rend à Berlin ouest et y constate la richesse des équipements et le confort des conditions de travail, déplore d'être, le jour de l'Unification, (re-)né dans le mauvais monde (« *in die falsche Welt hineingeboren zu sein* »). Puis une immense bulle polémique, provoquée par la publication dans le numéro d'octobre 1992 de trois lettres d'anciens *Vopos*, certainement titularisés (les courriers sont en effet signés).

L'un, notamment, plaide la fatalité, qui exonère de la responsabilité (être né du mauvais côté). Il avance également une commune condition policière dans l'exercice de son métier (il a toujours été attentif à la dignité des gens), partagée avec ses collègues de l'ouest. La dénonciation de l'examen déshumanisant se fait ainsi au nom d'une commune humanité, commune humanité policière, de surcroît : l'attestation offerte par la titularisation vient en quelque sorte valider rétrospectivement la qualité policière du monde vécu par le passé (« moi et mes collègues, comme avant, nous intervenons sur les accidents de la route, nous empêchons le tapage nocturne, recherchons les enfants disparus »). Et cette validation rétrospective sert alors un subtil renversement des stigmates, qui soulèvera l'indignation des lecteurs de l'ouest. L'ex-*Vopo* dénonce en effet les méthodes extrêmement brutales, à ses yeux, de maintien de l'ordre employées lors de

l'expulsion des squatters de la Affenstrasse de Hambourg, haut-lieu de contre-culture protestataire : « Et en ce qui concerne la démocratie, je vous [citoyens de RFA] recommande le visionnage des interventions policières de la Affenstrasse de Hambourg et du sommet du G7 de Munich. Vous serez instruits des manières de faire à l'égard des *Andersdenkende* ».

La forme manifestante de protestation étant presque inconnue en RDA (si l'on excepte les échauffourées des matchs de football), le « maintien de l'ordre » ne renvoyait à aucune expérience historique vécue chez les *Vopos* : la police n'avait jamais eu depuis 1953 à se confronter aux manifestants et, lorsqu'elle dut le faire, elle perdit d'emblée la partie. C'est sur la base de cette « expérience vécue » de la violence physique (en l'occurrence, expérience d'un non-vécu) que l'ex-*Vopo* se permet de renvoyer les policiers de l'ouest à ce qui les caractérise essentiellement : l'usage de la force, dont la démonstration ostentatoire à l'encontre de manifestants et squatters gauchistes suffit à disqualifier, au nom même de la vraie humanité policière (incarnée par la douceur policière en RDA), l'hérésie fachisante de la police de l'ouest (notamment par le recours au terme de *Andersdenkende*, « ceux qui pensent autrement », catégorie par laquelle la RDA définissait ses « ennemis », des opposants politiques aux réfractaires de toutes sortes). La réponse ne s'est pas faite attendre : un lecteur s'indigne de la mémoire sélective du *Vopo* et, au passage, ne mentionne la RDA que sous son nom militaire d'origine (*Sowjetzone*, zone soviétique), balayant au passage la durée passée, invoquée par l'ex-*Vopo* (la police quotidienne au temps de la RDA) et ne considérant que le passé de la genèse criminelle du régime (1945-49). Ce à quoi répondent quatre lettres d'anciens *Vopos* dans le numéro suivant ; la polémique sur la nature d'une police démocratique et sur la nature de l'Etat de RDA se poursuit, jusqu'au numéro de février 1993, lorsque la rédaction du journal clot d'autorité la discussion, en appelant de ses vœux « le plus de rencontres possibles entre collègues d'est et ouest, qui pourront faire taire les préjugés » des uns et des autres.

La dénonciation appuyée par leurs compétences attestées de policier permettait ainsi enfin aux ex-*Vopos* la démonstration de compétences critiques informées par leur histoire, et de surcroît leur histoire professionnelle : dicible, le passé s'extriquait de la procédure de l'examen et de l'assignation silencieuse à soi. Le passé était désormais porté par les ex-*Vopos* dans le présent de la condition policière. Mais ceux de ces anciens *Vopos* qui pouvaient s'autoriser pareille prise de parole, combien étaient-ils finalement ? Combien avaient passé avec succès les examens individuels et la violence des désajustements situationnels ?

### *La face l'emporte sur le titre : l'exercice des routines policières*

Ceux des ex-*Vopos* qui sont restés ne se sont pas trompés. Peu en effet ont été mis à pied : sur les 6843 aspirants (données 1999), 769 se sont vu opposer un refus par la commission d'examen et, selon toute vraisemblance, 807 par la *Gauck*. L'attente aura été récompensée, mais, selon tous les témoignages, particulièrement éprouvante. Car les « rituels d'exploration mutuelle » s'accordaient mal, au départ, à la célérité du processus. Sans autre sommation que les quelques mois qui ont précédé l'Unification allemande, les policiers de l'ouest ont accueilli des étrangers, ceux contre lesquels on leur avait enseigné leur légitimité à se dire « policiers ». Les pires légendes courent sur la violence de la rencontre. Ainsi ces rumeurs sur les interventions de police destinées à séparer les bagarres générales dans certains postes, du fait de l'arrogance de certains missionnaires de l'ouest envoyés à l'est (rumeurs que j'ai maintes fois entendues, mais jamais pu étayer : aucun de mes interlocuteurs n'en a été témoin... on les rangera parmi les légendes grâce auxquelles une collectivité surmonte le traumatisme de l'événement vécu). Le récit suivant (entretien avril 1999) illustre l'un de ces épisodes, mais doit être là encore pris avec des pincettes : l'interlocuteur, policier de Berlin ouest, a préféré rejoindre les rangs, par conviction protestante et attachement au SPD, de la police du Brandebourg :

Mais à Berlin, il y avait suffisamment de gens, ils ont embarqué leur manière de voir les choses jusqu'à Berlin est. Le gars qui m'a succédé à la direction du poste de police d'ici [Berlin ouest], est parti prendre la direction d'un poste à l'est... C'était mon ancien second au poste d'ici, j'ai été quatre ans durant chef de poste, alors je le connaissais bien. Et bien on m'a rapporté qu'au lendemain du 3

octobre, il a pris son service, a parcouru le poste de police [de l'est] et a dit : « Bon, maintenant, on va voir qui va s'en sortir. Et d'abord, on va flanquer les nègres [les *Vopos*] au mur ». Original dans le texte ! C'est à dire : non pas « faire feu », mais genre : « on va les marquer au feutre, qu'ils nous prouvent ensuite ce qui peut bien autoriser leur existence ici » [*da müssen sie mal ihre Existenzberechtigung nachweisen*].

Peu importe, au fond, que l'épisode se fût ou non produit. Mais le récit est pris dans un trame qui, elle, reste rétrospectivement crédible aux yeux des acteurs engagés. La violence de l'unification des services, l'individualisation silencieuse des procédures d'examen étaient de surcroît renforcées par la politique de la *Durchmischung*, que l'on ne trouve qu'à Berlin, et à Berlin que dans les rangs de la police ; cette politique qui avait consisté à mêler les policiers les uns aux autres afin de garantir l'apprentissage sur le tas des compétences professionnelles. C'est cette procédure, unique en son genre, qui a constitué l'épreuve décisive. Epreuves individuelles, si l'on en juge par le nombre des récits sur les désespoirs individuels (divorce, alcoolisme, etc.). Mais épreuves organisationnelles, également, qui participa en réalité de manière décisive à l'absence de désordres collectifs.

Mettons un instant à part la question des spécialisations policières (essentiellement le maintien de l'ordre et l'enquête judiciaire, qui nécessitaient des habitudes et des compétences que les *Vopos* n'avaient pas). Qu'est-ce que le métier policier ? L'immersion dans le social, la compréhension des ressorts ordinaires de la tranquillité et de la paix publiques ; toutes choses si peu codifiées par le droit et devant tant au sens intuitif des situations mobilisé par les agents. De ce point de vue, en reprenant les catégories employées par Nicolas Dodier sur la « pragmatique du commandement », l'exercice du métier policier s'ancre bien plus dans une « arène d'habileté » ou de « virtuosité », que dans une « organisation planifiée » tenue par des règles. Or, dans une telle arène, la condition première de « félicité de l'acte de commandement » est que « pour pouvoir dire, il faut savoir faire » : l'ordre ne sera exécuté qu'à la condition que le donneur d'ordres sait de quoi il retourne. Le « titre » y joue alors moins que la « face », c'est à dire l'impression d'excellence ou de maîtrise suscitée sur autrui dans l'exercice de la tâche.

Voilà ce qui, dans ces postes de l'est dirigés par des missionnaires de l'ouest, renverse du même coup les rapports d'autorité et de commandement, et étouffe quelque peu les effets de la rétrogradation des agents de l'est et de la promotion des agents de l'ouest. Car l'aptitude requise à la maîtrise du métier se trouve, chez les policiers, prise dans les dynamiques de leurs localités d'exercice : le club de jeunes, l'association des locataires, les représentants municipaux... Ce trait est plus accentué encore à l'est, où exerçant une fonction cardinale dans la capillarité du contrôle social, les flotiers de RDA se trouvaient saisis, absorbés par le social. Aussi, les missionnaires débarquant dans les postes de police de l'est leurs habitudes bureaucratiques-rationnelles (séparation du public et du privé, spécialisation du métier policier, etc.) se trouvaient saisis par une économie locale de transactions où, introduisant un peu de rationalité dans ce monde nouveau, ils étaient bien obligés, en retour, d'apprendre leur quartier, de s'y faire introduire, guider, connaître. Quant aux *Vopos* installés à l'ouest, beaucoup moins nombreux que leurs collègues de l'ouest transportés à l'est, l'administration policière avait su leur allouer prioritairement les ressources primordiales, celles assurant, justement, le maintien de la face à l'égard du public (ils bénéficiaient ainsi les premiers des tenues de l'ouest) et des pairs (alignement des salaires sur ceux de l'ouest).

Cette intrication dans le social immédiat implique un rapport singulier au temps dans le travail des agents. La dialectique de l'ordre et de son exécution y est toujours empêchée par l'impérieuse nécessité : l'obligation policière découle moins de sa hiérarchie que de la demande sociale. Le policier, écrit Egon Bittner, est en effet celui qui doit intervenir chaque fois que se produit « quelque-chose-qui-ne-devrait-pas-être-en-train-de-se-produire-et-à-propos-de-quoi-il-vaudrait-mieux-faire-quelque-chose-maintenant ». Or, c'est bien cette technique de l'urgente nécessité qui a permis l'absorption du choc de l'événement. A cela, d'ailleurs, un indicateur chiffré : la Présidence de police, dont on a vu qu'elle peinait à offrir des quantifications fiables quant aux provenances des policiers, sait en revanche dresser la chronométrie des interventions policières : en 1988 et 1989, la police de Berlin (ouest) effectuait une intervention police-secours chaque minute ; en 1990, la police unifiée toutes les 51 secondes, en 1991, toutes les 39 secondes, en 1992 et 1993, toutes les 37 secondes ; soit 1444 interventions par jour en 1990, et 2346 en 1993. Cet

absorption de l'événement « unification » dans le quotidien de la police se prolonge, sur la scène publique, par l'évanouissement quasi-complet dans la presse locale de l'unification des polices, sauf quelques reportages anecdotiques sur les effets de la *Durchmischung* ou entrefilets sur une décision du Tribunal administratif relative aux décisions de la commission d'examen des personnels.

Ainsi, on comprend mieux qu'en dépit de l'intensité des souffrances individuelles, cette proximité spatiale imposée par la *Durchmischung* ainsi que la temporalité propre du métier policier ont vu très vite la condition policière absorber le choc de l'événement, pour aujourd'hui aboutir à une réelle indistinction des provenances au sein de la police berlinoise. A titre de comparaison, on notera au contraire les pires difficultés, dans le secteur scolaire, à créer une telle *Schicksalgemeinschaft*. Là-bas, la réforme hésita trop longtemps, le gouvernement SPD-AL ayant voulu conserver certains traits organisationnels de l'école de l'est : l'extension des dispositions législatives de Berlin ouest vers Berlin est ne fut décidée qu'en août 1991, ET aucune mesure impérative d'échange de fonctionnaires ne fut décidée. Résultat : ce ne fut ainsi qu'en mai 1995 qu'une direction commune aux écoles d'est et ouest fut mise en place. On notera ce décalage avec l'unification martiale de la police : en 1994 (8), le journal *Deutsche Lehrerzeitung* titrait : « De surprenants militants traversent chaque jour la ville ». En effet, durant l'année scolaire 1991-92, des 32 000 enseignants, seuls 325 avaient passé la rive, ils n'étaient plus que 180 l'année scolaire suivante...

## Conclusion

C'est improprement qu'on dit : il y a trois temps, le passé, le présent et le futur. Mais peut-être pourrait on dire au sens propre : il y a trois temps, le présent du passé, le présent du présent, le présent du futur (...). Le présent du passé, c'est la mémoire ; le présent du présent, c'est la vision ; le présent de l'avenir, c'est l'attente.  
St Augustin, cité par Krzysztof Pomian, *L'ordre du temps*. 1984, p. 248

Nous nous sommes interrogés au cours de cette dernière partie sur la traduction à l'échelle de l'action publique locale d'un impératif catégorique imposé d'en haut, celui de l'unification de la ville de Berlin, programme politique caractérisé à la fois par la surprise de son occurrence et le rythme extrêmement rapide de son déroulement. Rapportée à l'échelle des conditions pratiques de sa mise en œuvre, ici dans le seul secteur de la police, l'unification allemande apparaît comme une alchimie au cours de laquelle différentes dimensions du temps ont joué de leurs effets. Rappelons-les rapidement. D'abord, d'un côté ou de l'autre, beaucoup tentaient une suspension du cours des choses : les prophètes du malheur à l'est, qui chargeaient le futur de toutes les incertitudes et de toutes les angoisses, les dissidents victimaires à l'ouest, qui rappelaient au contraire les certitudes acquises du passé et dénonçaient le sacrifice du souvenir sur l'autel du présent. Car ce passage d'est en ouest et d'ouest en est des policiers autrefois séparés voulait faire de la frontière évanouie une sorte de frontière léthéenne : elle devait d'un coup imposer l'oubli à ces policiers qui la traversaient, elle qui incarnait durant quarante ans la définition de soi conquise au revers de celui d'en face. Les conditions de réussite de cet improbable décret, qui voulait que le présent du « peuple allemand » réuni avec lui même emportât les deux passés distincts, furent elles aussi prises dans des logiques temporelles, celles des scènes de l'action publique d'une part, et celles de la condition policière d'autre part. La scène de la décision publique, dont l'agenda, par la dynamique de la coalition locale, se trouvait en permanence ouvert à la mobilisation de la rue, retirait l'unification des polices de l'attention publique ; niches et réseaux de circulation de l'information ont alors été constitués en retrait, qui ont très vite fédéré et rationalisé dans les rangs de l'adversaire les circuits d'illoyauté. Les conditions propres de cette unification martiale ont ensuite exercé leurs effets propres : l'abolition de la séparation spatiale, accélérée par la *Durchmischung*, cette mesure si singulière de la police de Berlin, mais aussi le rythme alangui de titularisation des agents, ont contribué à ré-ancrer la police dans ce qui la définit en propre : l'urgente nécessité, l'emprise du social et de son quotidien. Les angoisses liées à l'incertitude de l'avenir furent ainsi assignées aux silences individuels, et l'organisation policière put poursuivre sa route sans dommage. Contre toutes les tentatives de résistance au nom de l'avenir trop incertain ou du passé trop connu, la police, immédiatement imposée à l'ordre de sa routine, s'est vue absorbée par le présent de sa condition.

Voilà qui ouvre quelques pistes de réflexion sur les changements de régimes politiques. D'abord constater la force des modalités locales d'absorption de ce qui se donne à voir de prime abord comme un impératif uniforme, en l'occurrence l'unification allemande. Ce sont essentiellement les propriétés conjoncturelles de l'arène politique locale, et son ouverture permanente aux gradins « participatifs » ou « extra-conventionnels », qui ont dessiné la configuration accueillant l'action publique : cette partition des scènes publiques et des scènes officieuses, cette silencieuse économie des décisions tues et des actions d'éclat. De ce point de vue, l'irruption de la « crise » n'a pas conduit à cet alignement des rythmes sectoriels, ni à une dépossession du politique au profit du bureaucratique. L'imprévu historique et l'accélération du temps politique ont en réalité épousé les conditions imposées par l'histoire politique locale (celle de Berlin ouest et de la fragilité croissante du SPD, la force politique dominante) pour inviter à un régime d'action machiavélien, en l'occurrence à une économie spécifique de la publicité de la décision publique. Et c'est cette économie même qui permit d'abord que l'unification advînt sans heurts. De ce point de vue, c'est bien à une réévaluation de la variable temps qu'invite ce changement de focale. Deux passés semblaient convoqués : l'histoire de la séparation germano-allemande, l'histoire de la vie politique locale. Les configurations de l'action ont amené à ce que l'une étouffe les effets de l'autre. Convoquer le passé dans l'affrontement politique, n'est-ce pas ainsi, nécessairement, produire un passé étroitement circonscrit aux limites instituées de l'arène politique en jeu ? Si quelque passé participe à l'événement, n'est-ce pas seulement alors ce passé qui fait sens aux yeux de ceux aspirant à faire l'événement ?

Ces usages du passé dans le cours des conflits nous montrent d'ailleurs toute sa plasticité et tout ce qui empêche de le voir s'imposer aux jeux transitionnels comme une variable indépendante, donnée, déjà là. Il est ainsi surprenant de constater à quel point les mises en intrigue du passé par les policiers en vue de peser sur le présent et l'avenir reproduisent les modalités savantes d'appréhension de la RDA. D'un côté, une historiographie événementielle, centrée sur des faits saillants que sont telle ou telle bataille, telle ou telle date. De l'autre, une historiographie sociale, centrée sur le quotidien concret des hommes et de leur société. On voit d'emblée combien ces saisies opposées du passé convoquent à leur tour deux sociologies de la police, corps d'appartenance des belligérants : d'un côté, la police comme prolongement de l'Etat et incarnation de sa nature ; de l'autre, la police comme manifestation première de la communauté urbaine locale. Représentés et utilisés, les passés sont donc alternativement durée continue et événements ponctuels, et les batailles autour de leur convocation porteuses de visions du monde également à l'œuvre dans les appréhensions savantes de l'Etat et de l'histoire.

Il ne faut pas en déduire, pour autant, une totale plasticité des temps sociaux, ainsi livrés aux activités référentielles des individus et aux configurations singulières des arènes locales. Certes, la longue durée fut convoquée lors du processus qui amena et suivit l'unification des polices de Berlin. Mais il lui eût fallu pour s'opposer aux décisions en cours la force nécessaire à surmonter la temporalité concrète de la mise en œuvre de la politique d'unification des services : la routine policière, la célérité de la fuite des cadres dépositaires du passé, l'attente et la dissolution des héritages collectifs dans les fors intérieurs. La *Volkspolizei* qui s'imposait à l'époque comme le roc imprenable de tous les archaïsmes de RDA s'est dissoute dans les contingences temporelles de la décision politique et de la sauvegarde du quotidien, dont la police est garante. Le passé, dans la police berlinoise, ne semble devoir « tracer son sentier » qu'à l'échelle des échanges discursifs et des souffrances individuelles ; mais ne gêne en rien la bonne marche de l'institution, bel exemple de ce en quoi une sociologie des organisations est redevable d'une sociologie politique de ses agents. Plus que le passé, c'est donc le présent, le temps qui passe, qui s'imposent aux acteurs comme une variable décisive, qui étouffe les velléités de résistance contre l'avenir que les institutions veulent écrire, et permet à ces dernières leur plein épanouissement, en dépit même des souffrances de ceux qui les forment.